

Cher-es collègues syndicalistes,

Le Syndicat Santé-Sociaux du Bas-Rhin est ici pour demander la suppression de l'article 5.3.3.2.2. qui se trouve sous le chapitre 5.3.3. Faire contribuer les patrimoines les plus élevés.

La Confédération propose de financer la prise en charge de la perte d'autonomie par la création d'un prélèvement de 1%, dès le premier euro sur l'ensemble des successions et donations.

Certes, les secteurs sanitaire, social et médico-social relevant de notre champ manquent cruellement de moyens et le vieillissement de la population ne va pas arranger les choses. Il est donc urgent de trouver des solutions de financements, d'autant que nous serons les prochains bénéficiaires. Le projet GRAND AGE nous tient à cœur et nous sommes conscients que c'est un enjeu majeur pour la société.

Mais taxer les donations et les successions dès le 1^{er} euro est-ce une si bonne idée ?

Si notre syndicat a bien compris, tous ceux qui vont transmettre un patrimoine seront taxés, quel que soit ce patrimoine !

Pour exemple, les enfants d'un ouvrier, qui a travaillé toute sa vie pour acheter sa résidence principale ou mettre un peu d'argent de côté, se verront eux-aussi taxer alors que ce patrimoine est le fruit du travail et de sacrifices.

C'est là, où notre syndicat s'interroge.

Taxer tout le monde, dès le premier euro nous paraît injuste et d'ailleurs comment un tel article peut se retrouver dans le chapitre 5.3.3 Faire contribuer les patrimoines les plus élevés ?

Vous en conviendrez, il y a patrimoine et patrimoine.

Quant considère-t-on qu'un patrimoine est élevé ?

Lorsqu'on a acquis une résidence principale ?

Lorsque qu'on hérite de 1 euro ?

1

De plus, ce projet de taxation nous interpelle sur son degré de maturation d'autant que d'autres moyens de financements existent déjà et pourraient aussi financer ce beau projet sociétal. Pourquoi avoir choisi ce financement plutôt qu'un autre ?

②

Un grand débat a eu lieu entre militants de notre syndicat. Certains étaient outrés qu'on puisse inscrire dans une résolution une mesure fiscale car pour eux c'est suggérer publiquement au gouvernement de taxer encore une fois le fruit du labeur, de lui dire, avant toute décision, quelle sera la position de la CFDT.

D'ailleurs, le récent scandale d'ORPEA et KORIAN montre que les fonds publics devraient faire l'objet de contrôles plus rigoureux pour stopper l'enrichissement des plus riches aux dépens des travailleurs. Avant de proposer une nouvelle taxation ne faudrait-il pas proposer des garanties afin de sanctuariser les moyens alloués à nos aînés pour vivre dans la dignité.

Notre syndicat, comme d'autres, demande la suppression de cet article, pour toutes ces raisons et nous vous demandons de voter dans ce sens.